

L'ÉPINEUSE

La revue des Jeunes Socialistes

Numéro 6 - Décembre 2025



LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

L'ÉDITO : POUR LA RÉPUBLIQUE JUSQU'AU BOUT !



Rémi Boussemart
Président des Jeunes Socialistes



Théophile Bernard
Secrétaire national à la revue des Jeunes Socialistes (59)



Discours de Jean Jaurès au Pré-Saint-Gervais le 25 janvier 1913. Photo de Henri Roger.

Pour nous socialistes, la République est une évidence. Le socialisme et la République sont issus de la même révolte, partagent le même idéal de justice. Tous deux se sont dressés contre le même ordre établi, celui d'une société usée par l'injustice et la domination de quelques puissants. C'est par cet irrésistible élan, celui du 14 juillet et du 4 août, né de l'abolition des privilèges et de la proclamation des droits de l'Homme et du citoyen, que République et socialisme se sont propagés à travers les âges.

Ce combat commun, c'est celui de l'émancipation de l'Homme. Tandis que la République en faisait un citoyen, l'intégrait pleinement à la vie collective, le socialisme l'a protégé de l'exploitation, lui a permis de vivre dignement de son travail, de profiter de ses proches.

Aujourd'hui, alors que la République s'est ancrée durablement dans notre vie politique, l'idéal socialiste continue de guider nos combats. Jaurès ne disait pas autre chose : « *sans la République, le socialisme est impuissant ; sans le socialisme, la République est vide* ».

Et pourtant, toutes les citations de Blum et de Jaurès semblent peu de choses face au délabrement du pays. De belles paroles, certes, mais inaudibles. Comment parler d'émancipation

quand l'école républicaine accentue les inégalités qu'elle est censée résorber ? De quelle égalité se réclame-t-on quand, à côté d'hôpitaux, d'écoles et d'universités exsangues, le privé prospère et trie ceux qui en ont les moyens ? Comment envisager un destin commun quand les ultra-riches font sécession, vivent cloîtrés et hurlent au matraquage fiscal à la moindre mesure de justice sociale ?

Pire, la République est dévoyée par ceux qui avaient juré de la détruire. Voilà que la droite et l'extrême droite, qui défendaient hier le retour du Roi ou de l'Empereur, se déclarent désormais remparts de la République. Elles martèlent leur vision étriquée, celle d'une République moralisante, d'une laïcité qui exclut plutôt que d'émanciper, qui dresse les uns contre les autres selon les habits plutôt que d'offrir un destin partagé.

Défendre la République doit être davantage que de grandes formules qu'on aime à ressasser. Les socialistes et la gauche ne peuvent pas se satisfaire de l'appel incantatoire à la République, devenu un rituel immuable sans qu'on se donne toutefois la peine de définir ses combats.

Définir la République, voilà l'ambition de ce numéro de l'Épineuse. Rappeler les luttes de ceux qui nous ont précédés,

rappeler que la République n'a rien d'une évidence. Reprendre le flambeau de la lutte, faire vivre sa promesse d'émancipation dans les classes d'école et les amphithéâtres d'université, dans les musées et les salles de concert. Faire vivre sa promesse de justice, revendiquer le choix d'un modèle social ambitieux, qui protège les plus faibles et repose sur la juste contribution de chacun, revendiquer le choix d'un État fort, qui régule l'économie pour faire prévaloir le bien commun sur les intérêts privés. Faire vivre sa promesse d'égalité, se battre pour le pluralisme et la liberté d'expression, pour la participation de tous à la vie publique, qui ne peut pas se résumer à un bulletin glissé dans l'urne de temps à autre, à un blanc-seing donné à un seul homme pendant cinq ans.

Dans son essai *Notre Jeunesse*, Péguy s'inquiétait de voir la République délaissée, défendue par une arrière-garde vieillissante face à l'indifférence de la jeunesse. Jeunes socialistes, nous devons être au contraire l'avant-garde de la République, notre héritage commun et le ciment de nos luttes. Elle irrigue les combats que nous portons dans nos villes à l'occasion des élections municipales, et que nous porterons pour l'élection présidentielle de 2027.

Pour la République jusqu'au bout ! ■

LES ARTICLES DES JEUNES SOCIALISTES

LA RÉPUBLIQUE, FONDEMENT DE NOS COMBATS

L'impôt, ou la promesse républicaine de l'égalité.



Lisa Louanchi
Secrétaire nationale à la veille et à la riposte (35)

La République n'est pas seulement un régime politique, c'est une promesse d'égalité. Or cette égalité ne vit qu'avec des moyens concrets. L'impôt en est la clé puisque sans lui, pas de services publics, pas de solidarité, et donc pas de modèle social. Pourtant, le débat fiscal s'enlise trop souvent dans la défiance, comme si l'impôt n'était qu'une charge, un poids mal réparti et non pas l'expression d'un choix collectif.

L'ambition de ces quelques lignes est de relire l'histoire de l'impôt, inextricable de celle de la République sociale. Ce faisant, comprendre que l'impôt n'est pas une punition, mais un pacte démocratique qui, bien utilisé, nous assure un socle pour faire société.

Comment sont créés les impôts : la souveraineté du peuple

La République renouvelle profondément le sens et la nature même de l'impôt. En effet, dès la Révolution, le prélèvement n'est plus un outil pour asseoir une domination mais bien un moyen de mutualisation pour profiter au bien commun. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 affirme que l'impôt doit être « également réparti entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés ». Ce basculement fonde la souveraineté fiscale : la contribution n'est plus un tribut, mais un acte de citoyenneté.

Cette souveraineté s'est progressivement affaiblie. Au XIX^e siècle, le régime censitaire réserve le vote et donc la décision fiscale aux plus riches. Ainsi, le pouvoir décisionnaire est placé dans les mains de ceux qui le financent, créant alors un manque de représentativité et de considération pour une grande partie de la population. Au XX^e siècle, les grandes réformes fiscales comme la création de l'impôt sur le revenu en 1914, ou de la TVA en 1954, ont accompagné la construction de l'État social, mais, soyons réalistes, sans véritable appropriation populaire.

Ces créations apparaissent souvent injustes, entre mauvais calcul de tranches d'imposition, prix unitaire s'appliquant à toutes et tous, ou servant à financer le système en place, clivant davantage autour de la question fiscale.

Aujourd'hui, la fiscalité se simplifie seulement pour les puissants. Les décisions majeures, comme la

suppression de l'ISF, la flat tax ou la baisse de l'impôt sur les sociétés se font sans délibération citoyenne directe, au nom de la technicité de ce sujet. Il est donc possible de constater un recul démocratique puisque la fiscalité est devenue l'affaire d'experts, de lobbys et de marchés.

Comment sont prélevés les impôts : l'égalité comme pilier

L'égalité devant l'impôt est l'un des principes fondateurs de la République, mais aussi l'un de ceux dont la concrétisation est la plus difficile. Sous l'Ancien Régime, les privilégiés échappaient à l'impôt ; aujourd'hui, l'optimisation fiscale mondiale joue le même rôle. Les formes ont changé, pas les logiques.

L'évolution de l'impôt sur le revenu, renforcé après 1945, a pour objectif de faire contribuer davantage les plus aisés. Cette justice distributive a permis de financer la reconstruction des services publics. Pour autant, depuis les années 1980, la dérégulation, la financiarisation et la concurrence fiscale ont creusé les inégalités. L'impôt sur le capital est bien affaibli, les multinationales déplacent leurs profits et la charge fiscale s'est reportée sur les ménages modestes, via notamment les taxes indirectes.

Cette évolution n'est pas neutre puisqu'elle mine le consentement à l'impôt. Pourquoi payer quand d'autres s'y soustraient ? Pourquoi faire confiance à un système qui protège les détenteurs de capitaux mieux que les travailleuses et travailleurs ? Pourtant, l'Histoire montre que les grands moments de cohésion nationale ont toujours reposé sur un effort partagé, comme la contribution de 1914, la reconstruction de 1945 ou les grands programmes publics des Trente Glorieuses. À chaque fois, la justice fiscale a précédé la prospérité.

Comment sont redistribués les impôts : faire vivre le modèle social

L'impôt n'a de sens que par son usage et la santé de la République se mesure à la manière dont elle redistribue les richesses qu'elle prélève. Après 1945, la France a inventé un modèle inédit, que nous n'avons cessé de défendre, la Sécurité sociale. Ce modèle a permis à des générations entières d'accéder à l'éducation, aux soins, à la dignité. Les impôts et les cotisations sociales en ont été la colonne vertébrale.

Mais depuis quarante ans, les choix politiques ont fragilisé cette architecture. Au nom de la compétitivité, on a privilégié les baisses d'impôts sur le capital et les entreprises, tout en comprimant les budgets publics. Les conséquences de cette politique, nous les connaissons : les hôpitaux ferment des lits, les universités manquent de moyens, les collectivités territoriales voient leurs ressources fondre. Dans le même temps, les inégalités se creusent et 10% des Français détiennent plus de la moitié du patrimoine national.

Ce déséquilibre découle d'une fiscalité

qui a cessé d'assumer sa mission de redistribution. L'histoire, encore une fois, nous éclaire : à chaque époque où l'impôt a cessé de corriger les inégalités, la cohésion nationale s'est fissurée. De la Révolution de 1789 à la crise des gilets jaunes, la défiance naît toujours d'un sentiment d'injustice fiscale.

Rebâtir le contrat entre l'impôt et les citoyennes et citoyens suppose de renouer avec la progressivité, de taxer les revenus financiers comme les revenus du travail, de lutter sans relâche contre l'évasion fiscale et de rééquilibrer la fiscalité entre ménages et entreprises. L'impôt n'est juste que s'il est équitable et il n'est équitable que s'il est universel.

Aujourd'hui, face à la montée des inégalités, à la crise écologique et à la tentation du chacun pour soi, il faut réaffirmer que l'impôt juste est le prix de la liberté commune. Refuser l'impôt, c'est refuser le modèle social. Redonner du sens à l'impôt, c'est redonner de la force à la République. Il faut nous rappeler, une fois encore, que la République sociale n'existe que tant qu'on accepte de la financer ensemble. ■

nette majorité à l'Assemblée nationale.

Mais aujourd'hui, cette stabilité est devenue crispation : notre président malmène le Parlement, méprise ses ministres et ignore systématiquement les citoyens. La V^e n'est qu'une démocratie au bon vouloir du président, qui ne rend aucun compte, soumet le gouvernement et écrase le Parlement par mille et une subtilités de droit constitutionnel ou parlementaire.

Nul ne s'oppose à l'exécutif : le Conseil constitutionnel, dont les membres sont issus du personnel politique et non des professionnels du droit, s'oppose rarement au Président, par exemple s'agissant des comptes de campagne de Chirac en 1995 ou de la réforme des retraites de 2023. Les députés eux, n'ont que l'arme de destruction massive de la censure pour contraindre le Gouvernement, tandis que le Président, dont la destitution est quasi-impossible, est exonéré de toute responsabilité politique. De plus, la menace présidentielle d'une dissolution en cas de censure maintient les députés dans la peur d'une campagne courte et imprévisible.

L'arrivée de l'extrême droite comme force parlementaire, l'intransigeance des macronistes et la rigidité des insoumis réussissent même à rendre la V^e République instable. Notre système est à bout de souffle : ce n'est pas l'Assemblée qui bloque le pays, c'est le pouvoir solitaire du président.

L'historiographie gaullienne fut sévère avec la III^e République : instable, corrompue, inefficace, soumise aux partis. Ces critiques ne sont pas toutes infondées, mais elles occultent l'essentiel : malgré ses faiblesses et ses erreurs, de la répression violente du mouvement ouvrier à l'expansion coloniale, cette République née d'une défaite a su redresser la France, construire son école, créer les libertés et ancrer durablement la démocratie dans notre pays.

Dans un véritable régime parlementaire, l'Assemblée, bien que divisée, pourrait trouver une majorité. L'omniprésence du Président, nous obligeant sans cesse à faire l'exégèse de ses pensées, montre un système archaïque et loin de nos préoccupations démocratiques. L'horizon de l'élection présidentielle est dans toutes les têtes et absorbe toute notre attention, toute notre classe politique ne voit la crise actuelle que comme une étape avant 2027. De plus, notre système ultra vertical encourage toute personne s'engageant en politique à ne penser sa carrière que comme une ascension vers le sommet de la pyramide.

Par deux fois, la gauche et le Parti socialiste ont accédé à la présidence de la république et à mon sens, le plus grand échec de ces deux présidences est de ne pas avoir appliqué les principes du « *Coup d'Etat permanent* », cet essai de 1964, dans lequel François Mitterrand critique vivement le nouveau régime et la pratique présidentialisée du pouvoir par De Gaulle. Il faut impérativement renverser ce régime anachronique qui avantage

systématiquement la droite et conduit finalement au pouvoir de l'extrême droite.

Le Parti socialiste ne doit pas être uniquement dans l'opposition totale au macronisme, qui n'est qu'une version dévoyée et pathétique de la droite ; mais bien dans l'opposition à la V^e République et au régime présidentiel.

Nous ne sortirons de la crise actuelle que par un changement radical de régime vers des institutions plus sobres, démocratique et recentré sur le Parlement. Parmi les nombreux problèmes du Parti socialiste, l'absence de réflexion sur cet horizon démocratique est sans doute le plus criant. Nous ne pensons bien souvent que la gestion de nos collectivités, voire même la simple gestion de l'État. Nous ne pensons que rarement le long terme et encore plus rarement de manière radicale. Sur nombre de questions qui animent la gauche, le PS n'a pas d'avis, pas de ligne ou systématiquement la plus molle.

Il est urgent de clarifier nos positions sur nombres de sujets démocratiques, sommes-nous pour ou contre une nouvelle République ? Sommes-nous pour un régime parlementaire ou pour la continuation d'un régime qui brutalise le pays ?

Si nous revenons au pouvoir, sans pression de nos alliés de gauche, aurions-nous le courage de faire ce qui est juste ? Ou nous contenterons-nous, comme précédemment, de gérer les affaires du pays avec un peu d'humanité ? ■

Pour une nouvelle République.

Ronan Farnos

Militant jeune socialiste (75)



Depuis la Révolution française, seuls deux régimes ont duré le temps d'une vie humaine : la III^e et la V^e République. Depuis 1789, notre histoire politique oscille sans cesse entre deux modèles : les régimes fondés sur le Parlement et ceux bâtis autour d'un chef de l'État fort. Cette alternance révèle notre difficulté à trouver un équilibre durable entre autorité et représentation, entre volonté de stabilité, d'action rapide et nécessité démocratique.

La V^e République naît en 1958, au moment où la IV^e ne parvient pas à résoudre la question algérienne. Le général De Gaulle fonde alors un régime présidentiel profondément bonapartiste, où tout dépend de la volonté d'un seul homme. Ce système, censé assurer la stabilité, a tenu plus de soixante ans notamment grâce au fait majoritaire, c'est-à-dire le fait que chaque gouvernement bénéficie d'une

Pour faire peuple, faire vivre la République par la culture.

Claire Fleury

Animatrice fédérale de Gironde



Noah Lucas

Militant jeune socialiste (33)



Réaffirmer la République, c'est aussi défendre la culture. Sans culture, il n'y a ni liberté de conscience, ni égalité au savoir, ni fraternité dans notre pays.

En France, la culture est un pilier républicain, garanti par le préambule de la Constitution de la IVe République, qui affirme « *l'égal accès de l'enfant et de l'adulte (...) à la culture* ». L'UNESCO rappelle que les droits culturels sont essentiels à la dignité, à l'épanouissement personnel et à la cohésion sociale. La République s'est ainsi construite sur la conviction que l'émancipation passe par l'éducation et la culture partagée.

De la démocratisation culturelle à la démocratie culturelle

Pendant longtemps, l'action publique a visé la « démocratisation culturelle » : ouvrir les portes des musées, des théâtres, pour que chacune et chacun puisse accéder à la culture. Portée notamment par Malraux, cette politique a permis à des millions de personnes de découvrir des mondes alors réservés à une « élite ».

Mais rendre la culture accessible ne suffit pas à la rendre appropriable. Les pratiques culturelles restent marquées par les inégalités sociales : on ne lit pas les mêmes livres, on ne fréquente pas les mêmes lieux selon son milieu social.

Comme l'ont aussi montré Bourdieu et Passeron, ces inégalités de capital culturel perpétuent, par l'école, des inégalités économiques et politiques.

La culture reproduit ainsi les hiérarchies sociales qu'elle devrait dépasser. De plus, le choix de ce qui est considéré comme culture légitime traduit en lui-même un mépris de classe, en hiérarchisant les goûts et les pratiques. Ce mépris symbolique, souvent inconscient, éloigne une partie du peuple de la culture et nourrit une défiance envers les institutions républicaines elles-mêmes.

La République ne peut s'en contenter : à la démocratisation culturelle, préférons la démocratie culturelle.

La démocratie culturelle, c'est reconnaître à chacune et chacun la capacité d'accéder, mais aussi de créer. La République doit ainsi soutenir les lieux où l'on apprend, partage et crée ensemble.

Soutenir la création, c'est soutenir la démocratie : c'est investir dans notre capacité à penser, rêver, débattre, faire République ensemble. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les régimes autoritaires commencent toujours par museler les artistes. La culture rend libre, et c'est pour cette raison même qu'elle est au cœur de la République. Elle enseigne à penser par soi-même et à agir avec les autres.

Soutenir la République pour soutenir la culture

La crise démocratique que traverse notre pays est aussi une crise culturelle. Nous ne partageons plus les mêmes références ni le même imaginaire. Or, la République vit de ce commun.

L'affaiblissement des pouvoirs publics face au capitalisme et la montée des logiques marchandes ont transformé notre rapport à la culture. Les plateformes numériques organisent désormais l'accès aux œuvres selon l'audience et la rentabilité, réduisant la culture à une consommation permanente.

Le problème n'est pas le divertissement en soi, mais la logique qui le gouverne : celle d'un marché qui privilégie ce qui retient l'attention plutôt que ce qui émancipe. Ces logiques enferment dans des bulles d'attention, là où la culture républicaine vise à élargir les horizons et à créer des rencontres. Elles fragmentent le commun, renforcent les logiques identitaires et rendent plus difficile la construction d'un « nous ».

Cette logique se manifeste aussi dans le poids croissant de groupes comme ceux de Bolloré ou Stérin, capitalistes qui ne se contentent pas de financer la culture, mais cherchent à en orienter le récit au service d'un intérêt économique et idéologique.

Cette fragmentation culturelle se double d'une fracture territoriale. Dans trop de territoires, la culture recule : MJC fermées, troupes amateurs disparues, festivals annulés. Là où la culture s'efface, le sentiment d'appartenance républicaine s'affaiblit. L'exclusion culturelle devient une exclusion politique.

Il est tout à fait normal de se sentir oublié lorsqu'il n'est plus possible d'apprendre et surtout de s'exprimer. Ce désengagement traduit un mépris pour certains territoires : concentrer la culture à certains endroits privilégiés, c'est considérer que certaines et certains auraient moins besoin d'art, de beauté, de collectif. Là où les équipements ferment, on renvoie leurs habitants à une forme d'invisibilisation, comme si la culture n'était pas pour eux, qu'ils n'en sont pas dignes.

La culture comme droit et pilier du pacte républicain

La culture est essentielle à la République car elle crée un imaginaire commun, renforçant le pacte républicain. Or, la culture est aujourd'hui une variable d'ajustement budgétaire : près de la moitié des collectivités, quel que soit leur bord politique, ont réduit leurs dépenses culturelles en 2025, et l'État lui-même diminue ses crédits.

Pourtant, la culture en tant que « bien public » est un rempart contre la marchandisation de la culture, qui la rendrait inaccessible. La culture est un droit, non un privilège. Garantir l'accès de toutes et tous à ce service public, financer une création libre, accompagner les artistes sur des temps longs, c'est défendre la diversité des esthétiques et des expressions et, avec elle, la vitalité de notre République et son humanité.

Développer de véritables droits culturels est une urgence : tarifs sociaux pour les publics précaires, actions « hors-les-murs » dans les quartiers, zones rurales, EHPAD, écoles. La culture doit sortir de ses « bastions d'habités » pour redevenir un droit effectif, un bien commun.

Pour faire peuple, faire vivre la République par la culture.

Réaffirmer la République, c'est redonner à la culture la place qui lui revient comme pilier de la démocratie et droit fondamental. Face aux fractures sociales, territoriales et numériques, la culture doit redevenir un bien commun, accessible à toutes et tous. Restaurer la promesse culturelle, c'est donc aussi restaurer la promesse républicaine. ■

La culture pillée, la République défigurée : rendons-lui son rôle premier !

Lola Delcour

Militante jeune socialiste (59)



Ezékiel Lucas

Secrétaire national à la reconquête des classes populaires (59)



Le cambriolage du musée du Louvre n'est pas un simple fait divers. Il est le symbole tragique d'un mal plus profond : celui d'une République qui abandonne sa culture, ses artistes, ses institutions, ses mémoires. Quand le plus grand musée du monde se fait cambrioler, c'est tout un pays qui se voit dérober son âme.

Depuis des années, les politiques d'austérité menées par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs frappent de plein fouet le monde culturel. Sous couvert de rationalisation, on a vidé de leur substance les missions du ministère de la Culture, étranglé les musées par des budgets faméliques, précarisé les artistes et les techniciens, et abandonné les territoires à la désertification culturelle. La nomination de Rachida Dati rue de Valois n'a rien changé : la communication a remplacé la conviction, les effets d'annonce ont pris la place des actes.

Or, la culture n'est pas un supplément d'âme : elle est la condition même de notre démocratie. Elle émancipe, elle relie, elle rend libre. La maltraiter, c'est renoncer à ce que nous sommes.

Quand un musée manque de gardiens, quand une compagnie de théâtre meurt faute de subventions, quand une médiathèque ferme, c'est un peu de République qui s'éteint.

Les personnels culturels, du conservateur au régisseur, du libraire au médiateur, sont les gardiens du patrimoine commun. Aujourd'hui, ils sont à bout. Les moyens de la sécurité des musées ont fondu, les crédits à la création sont au plus bas depuis vingt ans, les intermittents vivent dans une précarité grandissante, les écoles d'art et les conservatoires subissent des coupes indignes d'un grand pays. Pendant ce temps, le Gouvernement se félicite d'une attractivité culturelle fondée sur le tourisme de luxe et les partenariats privés.

Face à cette faillite, les socialistes portent une autre vision : celle d'une République de la culture, accessible à toutes et tous, partout sur le territoire.

Plus que jamais, il nous faut proposer un plan national de sauvegarde du patrimoine, pour sécuriser et entretenir durablement nos musées, monuments et archives. Il est urgent de réinvestir massivement dans la création, en garantissant un financement pérenne des compagnies, festivals et institutions publiques. Nous demandons également la sanctuarisation du statut des intermittents et la reconnaissance des travailleurs culturels comme acteurs essentiels du service public. Enfin, il faut défendre une éducation artistique et culturelle pour chaque élève, de la maternelle au lycée, pour faire de la culture non pas un privilège mais un droit.

La privatisation rampante de nos musées, la marchandisation de la création et l'instrumentalisation politique de la culture, tout cela doit être refusé. La France doit redevenir le pays qui croit que l'art est un bien commun, pas une marchandise, que la culture est un combat, pas un produit d'appel. Le cambriolage du Louvre est une alarme. Si même le temple de notre patrimoine n'est plus à l'abri, c'est qu'il est temps de se réveiller. Ce ne sont pas les voleurs d'une matinée qu'il faut craindre, ce sont les gouvernants qui, chaque jour, laissent déperir la culture.

Les socialistes ont toujours porté haut l'ambition culturelle de la France. De Malraux à Lang jusqu'à Filippetti, nous avons prouvé que la volonté politique pouvait tout changer. Aujourd'hui encore, il nous revient de faire de la culture non pas un luxe, mais un levier d'émancipation, un ferment d'égalité et un ciment républicain.

La culture ne se protège pas avec des alarmes, mais avec des choix politiques. Et c'est bien cela qu'Emmanuel Macron et Rachida Dati refusent de faire. ■

Une République, des Républiques : entretien avec Jean-Baptiste Bruneau, maître de conférence en histoire contemporaine

Léa Viemont

Militante jeune socialiste (56)



« La République, c'est la liberté, plus la raison. L'État de droit, plus la justice. La tolérance, plus la volonté. La démocratie, dirons-nous, c'est ce qui reste d'une république quand on éteint les Lumières » - Régis Debray

En ces temps d'instabilité gouvernementale forte, la question de l'équilibre entre le Parlement et l'efficacité gouvernementale est plus que jamais d'actualité. Etudier les Républiques antérieures apporte un recul précieux sur la situation actuelle. Je me suis entretenue à ce sujet avec un de mes professeurs à l'Université Bretagne-Sud de Lorient, Monsieur Jean-Baptiste Bruneau, maître de conférences en histoire contemporaine.

Comment le rôle des citoyens a-t-il évolué ? Sont-ils plus investis dans nos institutions aujourd'hui ?

Toutes les sociétés démocratiques sont confrontées au renfermement des citoyens sur leur individualité. Tocqueville rappelait toute l'importance de l'information, seule susceptible de maintenir le sentiment d'appartenance à une même communauté politique. Le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui, malgré l'omniprésence de l'information, ce sentiment est fragile.

C'est sans doute une des conséquences d'une dérive des moyens de communication contemporains qui privilégient l'image au texte et la distraction à la réflexion, dérive que Neil Postman avait analysé dans *Se distraire* : en mourir, et qui enferment les citoyens dans leurs certitudes plus qu'ils ne les amènent à la confrontation démocratique.

Y avait-t-il plus de contraintes pour gouverner sous les IIIe et IVe Républiques qu'aujourd'hui dans l'actuelle Ve République ?

Vous faites sans doute référence ici aux critiques portées par certains

responsables politiques sur l'État de droit et les contraintes qui empêcheraient l'État d'être efficace dans sa lutte contre la délinquance, comme si les libertés publiques étaient un obstacle à l'administration efficace des sociétés.

Mais ce penchant ne m'apparaît pas raisonnable et nos institutions, notamment judiciaires, sont parfaitement armées pour répondre aux attaques que doit affronter notre société démocratique. Ce n'est pas en attaquant l'État de droit qu'on aura fait un pas en direction d'une meilleure répression des délits et des crimes. C'est surtout oublier que la sécurité n'est jamais que la condition de la liberté et ne saurait être une finalité.

Le gouvernement aurait-il plus de pouvoir aujourd'hui qu'il y a une soixantaine d'années ?

Oui, certainement plus que sous les IIIe et IVe Républiques. Le général de Gaulle, qui vivait dans le souvenir traumatique de la défaite de 1940 et des limites du parlementarisme, était convaincu qu'il fallait redéfinir l'équilibre des pouvoirs afin de donner à l'exécutif les moyens de gouverner. Et cette conviction n'est pas abstraite : le risque du parlementarisme, notamment en temps de crise, c'est celui de voir le débat l'emporter sur l'action, au risque une nouvelle fois d'affaiblir la confiance des citoyens dans leurs institutions et dans le régime républicain.

La limite de cette Constitution, c'est qu'elle permet aussi aux gouvernements de passer par-dessus la représentation nationale en réduisant l'Assemblée nationale au rôle de chambre d'enregistrement. L'utilisation abusive du 49.3, les astuces techniques qui permettent de faire passer des textes contestés par des procédures accélérées, via notamment les commissions mixtes paritaires, pour légales qu'elles soient, ne sont pas de nature à inspirer la confiance des citoyens dans leurs institutions.

Le recours à l'état d'urgence pendant des périodes démesurément longues est à mon sens tout aussi révélateur de ce dévoiement des institutions. Pensé initialement comme un moyen ponctuel de résoudre une situation

particulièrement compliquée, il s'est imposé comme un mode de gouvernement habituel, à rebours donc de ce pourquoi il avait été initialement pensé.

Si on devait avoir une nouvelle Constitution, faudrait-il remettre le débat au centre et enlever des outils autoritaires, comme le 49.3 ?

Peut être, oui, même si ce dispositif du 49.3 n'est pas forcément illégitime, puisqu'il permet au Gouvernement d'exercer ses prérogatives, quitte à en rendre compte aux élections suivantes. La constitution qui a été pensée en 1958 a été taillée pour et par le général de Gaulle. Il y a sans doute un changement d'époque : peut-être que ce qui était taillé par et pour un homme qui, sans en faire une icône intouchable, avait une conscience historique particulièrement affûtée devient une arme redoutable entre les mains d'hommes politiques qui voient surtout un outil commode de gouvernement.

Faudrait-il changer notre façon de faire de la politique, face au monde dans lequel nous vivons aujourd'hui ?

En France, le taux de syndicalisation et l'appartenance au parti politique sont faibles et c'est de toute évidence une vraie difficulté. Comment penser l'action politique autrement que dans des cadres syndicaux ou partisans ? C'est sans doute ce qu'ont pensé les citoyens qui se sont retrouvés dans le mouvement des gilets jaunes, pour lequel les formes classiques de la contestation politique sont apparues totalement surannées.

Si vous deviez résumer la République en une ou deux phrases, quelles seraient-elles ?

La République, c'est le partage du pouvoir, c'est quelque chose d'essentiel, au cœur du principe républicain. C'est de cette séparation et de la confrontation de ces pouvoirs que peut s'épanouir la liberté dans laquelle, depuis 1789, le citoyen a placé son espoir d'un monde meilleur.



Jean-Baptiste Bruneau

La République face à la crise de la représentation

Louise Foutrel
Secrétaire nationale aux grands événements (31)



Depuis quelques années, de multiples sondages indiquent que de nombreux Français ne se sentent pas représentés ou ont peu confiance dans le fonctionnement démocratique. Par exemple, selon une étude Ipsos de 2024, 78 % des Français estiment que le système démocratique « *fonctionne mal* » et que leurs idées « *ne sont pas représentées* ». D'après l'enquête du Cevipof publiée en février 2024, près de 70 % des Français déclarent ne plus faire confiance à la politique. Ces sondages reflètent ainsi la perte de confiance des Français dans notre système démocratique et dans notre République, illustrée par l'abstention record, la hausse de l'extrême droite et un rejet des élites. Cette crise de représentation désigne le décalage croissant entre les institutions représentatives et les citoyens qu'elles sont censées incarner. Les citoyens ne se reconnaissent plus dans leurs représentants, leurs valeurs, leurs origines sociales ou culturelles, ou leurs décisions politiques.

Or, la République est au cœur de cette crise de la représentation car elle s'est construite sur le fondement de la souveraineté nationale : la représentation est sa source de légitimité. La volonté nationale, fiction politique, s'exprime par les représentants élus et lors des référendums. Dans ce modèle hérité de Sieyès, la Nation est donc une entité abstraite, une sorte de corps politique qui a pour mission de dépasser la somme des individus.

Toutefois, cette fiction ne tient plus aujourd'hui, elle a perdu son récit unificateur. Hérité de la Révolution, ce récit reposait sur l'idée que la République pouvait dépasser les divisions sociales pour incarner une volonté commune. Elle s'affirmait comme le cadre rationnel et moral d'un peuple uni autour de l'intérêt général. Le mandat représentatif, autrefois instrument de l'unité, semble devenu un symbole de confiscation du pouvoir politique, comme l'ont montré la réforme des retraites imposée malgré le rejet populaire, ou encore les mouvements des Gilets jaunes et de Nuit debout réclamant davantage de démocratie directe.

De plus, la République se heurte aujourd'hui aux limites de son universalisme. Le citoyen universel sur lequel repose la République est introuvable. La société réelle est traversée par des fractures sociales, territoriales et culturelles que le discours républicain a du mal à reconnaître. L'abstraction républicaine, garantie d'égalité, est vécue

comme une indifférence à la diversité du réel. Les citoyens se sentent abandonnés. Les particularismes sont niés et la République tend à refléter une image d'un pouvoir hors sol. Ce décalage nourrit un discours très présent dans la crise de la représentation, celui d'un État distant, vertical, incarné par des élites administratives et politiques qui s'auto-reproduisent.

On peut même parler d'une crise de la souveraineté plus que de la représentation : les citoyens n'ont plus l'impression de choisir, d'être écoutés. Ils ne se sentent plus souverains. La représentation républicaine n'est plus perçue comme un lieu de décision mais comme un espace de gestion ou de communication. Le vote perd de son sens aux yeux des citoyens, avec une impression d'élire des représentants sans pouvoir ni ancrage.

L'abstention, devenue le premier parti de France, traduit moins un désintérêt qu'un désenchantement vis-à-vis de l'efficacité du vote. Le citoyen se retire symboliquement, la politique n'est plus un espace collectif mais une confrontation d'élites. Ces élites sont issues d'un recrutement politique français et socialement étroit avec une forte représentation des diplômés, des cadres, des professions libérales, souvent issus des mêmes écoles. La méritocratie républicaine se mue petit à petit en oligarchie de diplômés. Cela alimente la perception d'un pouvoir d'entre-soi coupé du quotidien des classes moyennes et populaires. L'élus n'incarne plus le citoyen mais le professionnel de la politique. Ce fossé socioculturel nourrit la défiance et la tendance populiste : le peuple contre le système.

Mais que faire face à cela ? Comment la République peut-elle agir et se transformer ? Et nous Jeunes socialistes, comment pouvons-nous lutter contre ce désenchantement ?

Une des premières solutions est la réaffirmation de la promesse républicaine. Cette dernière ne doit pas se contenter de « gérer » la crise mais doit retrouver sa vocation émancipatrice. Elle doit redonner confiance aux citoyens.

Cela suppose de réhabiliter la politique comme un espace du commun, où les français sont écoutés. Il est nécessaire de recentrer le discours républicain sur la souveraineté populaire par le biais de l'égalité, de la justice sociale et fiscale. La République ne peut plus simplement représenter, elle doit faire participer activement ses citoyens. Le succès des cahiers de doléances ou de la Convention citoyenne pour le climat montre d'ailleurs que cette demande de participation existe bel et bien, même si elle a souvent été ignorée par la suite.

L'autre levier majeur pour restaurer la confiance démocratique réside dans la réforme du mode de scrutin. Le système actuel, fondé sur deux tours à scrutin majoritaire tend à éliminer les différentes sensibilités et à favoriser une logique binaire. Cela propose une représentation rétrécie de la société. Passer à un scrutin de préférence, où les électeurs classent les candidats par ordre de choix, permettrait d'exprimer plus finement les

nuances politiques et d'éviter le vote utile ou par défaut. Ce mode de désignation permettrait de renforcer la légitimité des élus en élargissant leur base d'adhésion et en réduisant le sentiment d'exclusion politique, même s'il présente aussi des limites, comme une certaine complexité pour l'électeur et une possible dilution des choix clairs. D'autres pistes, telles une part de proportionnelle, pourraient également contribuer à une représentation plus fidèle des sensibilités politiques. Une République moderne ne peut se satisfaire d'un système où l'élection est souvent le choix du moindre mal, elle doit devenir l'espace où chaque voix compte réellement, selon sa préférence et non selon sa résignation. ■

Faisons du droit au logement le cinquième pilier de l'État-providence

Damien Picot
Militant jeune socialiste (59)



Développé dans l'après-guerre, l'État-providence redéfinit notre contrat social et républicain. Ce modèle d'organisation sociale vise à protéger les citoyens des risques de la vie et tend à réduire les inégalités par l'acquisition de nouveaux droits (à la santé, l'éducation, la retraite, à un revenu minimal), une protection sociale et une juste redistribution des richesses, et l'intervention de l'État dans l'économie.

Or, plusieurs réformes - assurance chômage, RSA, retraites, déremboursement de certains médicaments - remettent en cause ce modèle et désengagent l'État de ses missions sociales pour le recentrer sur les sujets exclusivement régaliens. Pourtant, l'explosion des inégalités et la hausse de la pauvreté nous montrent plus que jamais son importance.

En plus de la nécessité de maintenir les acquis du Conseil national de la résistance, nous devons conquérir de nouveaux droits. Approfondissons l'État-providence, et intégrons le droit au logement comme nouveau pilier de notre modèle social.

Il existe de nombreux risques liés au logement - ou à son absence : en 2024, 850 personnes sont mortes dans les rues. L'habitat indigne impacte la santé de 600 000 foyers, tandis que plus de 3 millions de ménages sont touchés par la précarité énergétique, selon le ministère de la

transition écologique. Enfin, les aléas climatiques nous montrent à quel point le confort thermique est indispensable pour la soutenabilité de la vie en ville. Autant de risques auxquels sont confrontés les Français, et que l'État-providence et la Sécurité sociale doivent prendre en charge.

L'une des priorités de l'État-providence naissant dans l'immédiat d'après-guerre fut de loger les Français sinistrés et de leur donner les conditions matérielles essentielles à la dignité. Plus qu'une nécessité, le combat actuel pour le logement est une opportunité politique structurante, un levier pouvant redonner sens et cohérence à l'action publique. C'est à partir du logement que l'on peut répondre concrètement aux besoins de nos concitoyens, tout en déclinant des politiques assumées à gauche : l'écologie par la rénovation thermique des logements, l'augmentation du pouvoir d'achat par l'encadrement des loyers, la mixité sociale et le vivre-ensemble par la construction de logements sociaux.

Rendre concret cette nouvelle branche de l'État-providence passe par la création d'un réel droit opposable au logement. Un droit garanti à un logement digne et à un prix décent, que chaque individu peut faire valoir auprès de l'État. Si la loi DALO de 2007 a posé une première pierre en rendant théoriquement l'État responsable du respect du droit au logement, cet acquis reste inapplicable dans les faits. En effet, les objectifs en matière de construction et de réhabilitation de logements sont loin d'être atteints et 2,7 millions de ménages attendent un logement social.

Il y a urgence à politiser le logement. Le négliger reviendrait à laisser prospérer les injustices qu'elle entraîne. Pour rendre ce droit concret, cinq étapes sont nécessaires :

Il s'agit d'abord de construire massivement de nouveaux logements. Le programme du Nouveau Front Populaire (NFP) prévoyait ainsi la construction de 200 000 logements publics par an. Sa concrétisation dépend avant tout d'un réinvestissement de l'État dans la politique de construction de logements, notamment sociaux, tout en conservant l'impératif de 25% de logements sociaux. Pour assurer la mixité sociale, l'encadrement des loyers a minima dans toutes les zones tendues doit être appliqué afin de permettre à chacun d'accéder à un logement abordable.

Il s'agit d'abord de construire massivement de nouveaux logements. Le programme du Nouveau Front Populaire (NFP) prévoyait ainsi la construction de 200 000 logements publics par an. Sa concrétisation dépend avant tout d'un réinvestissement de l'État dans la politique de construction de logements, notamment sociaux, tout en conservant l'impératif de 25% de logements sociaux. Pour assurer la mixité sociale, l'encadrement des loyers a minima dans toutes les zones tendues doit être appliqué afin de permettre à chacun d'accéder à un logement abordable.

Ensuite, la lutte contre l'habitat indigne doit être renforcée. La généralisation du permis de louer délivré par les communes

Pour un universalisme républicain revivifié : lucidité historique et radicalité économique

Joachim Taïeb
Secrétaire national à l'académie des Jeunes socialistes (25)



Ah, l'universalisme ! Il est là tout fringant, tout séillant ! On ne compte plus les innombrables acteurs du débat public français qui en ont des frémolos dans la voix dès qu'ils le prononcent. Et pour cause : l'universalisme constitue l'un des piliers de l'humanisme révolutionnaire, au cœur même de la doctrine socialiste. Il affirme l'égalité fondamentale de tous les êtres humains, indépendamment de leur condition sociale ou de leur appartenance. De cette égalité découle l'exercice de droits humains inaliénables, qui ne sauraient être subordonnés à aucune distinction. En France, cet idéal prend corps dans la République, entendue au sens de « *res publica* », la chose commune, gouvernée par des citoyens décidant ensemble de leur destin.

L'universalisme fait partie de ces mots sacralisés du débat public français. À force de lui conférer une telle monumentalité, la question même de sa définition s'efface. Sa généalogie, ses faux-semblants deviennent intouchables : les interroger reviendrait à détruire la République et à

s'exposer aux qualificatifs, désormais familiers, brandis pour disqualifier : « *wokiste* », « *communautariste* », « *anti-républicain* », « *relativiste* », etc.

Questionner l'universalisme républicain est pourtant plus que jamais nécessaire pour mieux le revivifier. En explorant d'abord sa généalogie. Malgré sa promesse d'égalité formulée officiellement en 1789, ni les femmes, ni les étrangers ne furent alors admis au rang de citoyens. L'universalisme républicain a également été au fondement du projet colonial français. Certes, des voix dissidentes se sont fait entendre, et en premier lieu Clemenceau qui conteste le devoir de civilisation proclamé par Jules Ferry le 30 juillet 1885. Mais elles ne peuvent nous dispenser d'affronter ce passé colonial dont les ramifications se prolongent jusqu'à notre présent. De fait, cet impensé colonial continue de structurer les représentations collectives au sein de la société française et façonne notre rapport aux populations perçues comme « *non-blanches* ». Celles-ci demeurent confrontées à un racisme tantôt décomplexé, tantôt insidieux, qui se traduit à la fois par des discriminations quotidiennes et, dans ses formes les plus extrêmes, par des crimes racistes.

Dès lors, comment invoquer l'universel et l'idéal d'un citoyen affranchi de toute assignation identitaire, lorsque l'étiageage hérité du passé colonial continue de produire ses effets ? Comment dénoncer les dangers du repli identitaire et du particularisme, alors même que la société française persiste à percevoir une partie de ses propres citoyens comme des « *étrangers* », les maintenant dans une suspicion permanente ?

Cette nécessité de penser l'assignation raciale héritée du passé colonial ne revient en rien à considérer l'universalisme comme intrinsèquement raciste, ni à adopter une lecture racialiste de la société, bien au contraire ! Il s'agit de reconnaître que la classe, la

race (en tant que catégorie imaginaire invalidée scientifiquement), le genre s'entrecroisent et doivent être pensés conjointement pour comprendre les mécanismes de domination qui minent l'ambition universaliste.

Il ne s'agit pas ici d'appeler à une forme de pardon ou de culpabilité perpétuels, ni d'assigner quiconque à une identité figée, mais bien de poursuivre le travail engagé pour mettre au jour la persistance d'un héritage colonial qui continue d'alimenter l'idéologie raciste. Cet héritage contribue, de fait, à assigner, contre leur gré, des individus à une identité construite de manière racialisée. Car le déni et l'oubli de l'expérience coloniale ont été, comme le rappelait Christiane Taubira dans un rapport de l'Assemblée nationale du 10 février 1999, « *organisés politiquement, administrativement, juridiquement, économiquement, moralement* ».

À cet égard, l'enseignement du fait colonial devrait être considérablement approfondi à l'école. Par ailleurs, les initiatives à visée mémorielle vont dans le bon sens, qu'il s'agisse du rapport de Benjamin Stora sur la mémoire de la colonisation algérienne ou du rapport Sarr-Savoy sur la restitution du patrimoine culturel africain, même s'ils pourraient être complétés par la création d'un musée des colonisations. Ce travail de mémoire doit aussi impérativement s'accompagner d'actions concrètes pour combattre le racisme qui imprègne encore de nombreux aspects de la vie sociale : tolérance zéro et sanctions exemplaires face aux discriminations à l'emploi et au logement, réflexion approfondie pour mettre fin aux contrôles de police au faciès et vigilance accrue quant aux pratiques d'orientation scolaire.

Ensuite, et c'est là une dimension trop souvent absente des débats sur l'universalisme - symptôme d'une amnésie profonde de la gauche quant à la nature avant tout sociale de la République, pourtant au cœur de

l'héritage jaurésien - l'universalisme républicain ne peut exister sans une lutte acharnée contre les inégalités économiques et la domination du capital. Car il ne faut pas être dupe. Derrière la conversion spectaculaire, voire la promotion active, de l'universalisme par une partie des élites économiques se cache la volonté d'écarter les questions sociales et économiques de l'agenda politique, afin de mieux préserver un ordre profondément inégalitaire, alors même que l'universalisme est d'abord et avant tout social.

Enfin, au-delà de la réflexion nécessaire sur l'impensé colonial et sur la dimension sociale de l'universalisme, redonner sens à ce dernier suppose d'en raviver la portée philosophique.

Dans cette perspective, le particulier vient enrichir l'universel, afin qu'il ne s'enterre pas dans « *un particularisme étroit* », ni ne se « *perde dans un universalisme décharné* », selon la belle formule de Césaire dans sa lettre de démission du Parti communiste adressée à Maurice Thorez en 1956. Une posture exigeante, qui invite à la remise en question permanente, sans pour autant sombrer dans le relativisme culturel. ■

empêcherait par exemple la mise en location de logements indignes par les marchands de sommeil. Un grand plan de rénovation énergétique des bâtiments publics et des logements pour supprimer ces logements et les rendre salubres sera également nécessaire. L'isolation thermique divisée par trois la facture d'énergie d'un ménage, améliore le pouvoir d'achat et la santé de ses habitants.

Il faut par ailleurs renforcer la prévention des expulsions locatives, dont la première des causes est l'incapacité de payer un loyer. Lorsque l'encadrement des loyers ne suffit pas, la généralisation de la garantie universelle des loyers (GUL) apparaît comme une alternative afin que personne ne se retrouve sans logement. En cas de difficultés de paiement du loyer, la GUL se charge d'avancer les frais, que le locataire paiera ultérieurement. Des services de médiation seront également nécessaires.

Une autre priorité est la gestion des situations d'urgence, lorsque la mise à disposition d'un logement relève d'une question de vie ou de mort. La construction d'hébergements d'urgence pour les personnes victimes de violences intra-familiales ou conjugales sur l'ensemble du territoire peut sauver des vies en permettant aux personnes de ne plus subir une situation dangereuse en l'absence d'une possibilité de relogement. La situation immédiate de centaines de milliers de personnes vivant dans la rue ne peut attendre la construction de ces logements ou hébergements d'urgence, et oblige à la réquisition des logements vacants.

Enfin, nous devons porter un véritable service public du logement jeune. Pour un jeune, la première étape vers l'émancipation se trouve souvent dans le logement. C'est aussi sa première difficulté. La création d'un service public du logement jeune aurait pour but de piloter la construction de logements CROUS pour les étudiants et des résidences sociales comme les foyers de jeunes travailleurs qui combinent logements et structures d'accompagnement vers l'emploi et dans les démarches sociales.

Le logement peut être un outil de réduction des inégalités et d'apaisement social, en tant que condition essentielle de l'émancipation et de la concrétisation de la promesse républicaine. Emparons-nous en ! ■



La République et ses principes

Paul Carden
Secrétaire national au cycle des combats (92)



A l'école dite « républicaine », nous avons tous eu des cours d'éducation civique qui nous enseignaient les principes et les valeurs de notre République (quand ce cours n'était pas un rattrapage des cours d'histoire-géographie).

Ces principes servent même souvent à définir ce qu'est notre République. Leur analyse peut être intéressante pour prendre du recul et nous guider dans les combats à mener. Se dire républicain peut aussi s'apparenter à se dire prêt à combattre en faveur de ses principes.

La République indivisible

Ce principe a deux dimensions sous-jacentes. D'une part, il comporte une notion intrinsèque d'égalité en garantissant que seul le peuple français dans son ensemble est souverain et non pas une partie plus qu'une autre. D'autre part, il rappelle l'unicité et l'indivisibilité de notre République, notamment par sa cohérence géographique et juridique. La notion de peuple a toujours été discutée dans les cercles idéologiques de gauche. En effet, ce terme d'ensemble qui prévaut pour ce principe d'indivisibilité masque la réalité des conflits internes qui agissent en son sein. Penser le peuple comme un ensemble organique cohérent allant dans le sens d'une direction commune relève d'un rêve chimérique. Parmi cet ensemble, il y a différentes classes sociales qui n'ont pas les mêmes intérêts et déclenchent une guerre d'influence ruinant le principe d'homogénéité du désir populaire. Le principe d'indivisibilité de la République notamment sur la notion de peuple est donc inextricablement liée aux réalités économiques du corps social. En somme, plus il y a d'inégalités sociales, plus l'indivisibilité du peuple français est mise à rude épreuve et n'est finalement qu'une façade.

La République laïque

À l'intersection des valeurs de liberté et d'égalité, la laïcité est un principe fondamental de notre République. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire et d'exercer son culte librement, du moment que cela ne trouble pas l'ordre public. Afin que l'État puisse garantir

législateur a instauré le principe de séparation des Églises et de l'État.

Vous le savez, la France est considérée comme la fille aînée de l'Église par certains. À ce titre, la religion catholique fait partie de l'histoire de France qu'on se doit de commémorer. C'est pour cela que, nous dit-on, nous devons conserver des éléments traditionnels religieux comme les jours fériés catholiques. Comment expliquer, dans une république laïque, la présence de ces jours fériés ?

En tant que Jeunes Socialistes, nous devons revendiquer le droit aux congés comme un acquis social important, mais également le droit aux congés consentis pour tous, où les jours fériés ont tous un sens pour le collectif. En plus de notre proposition d'une sixième semaine de congés payés, nous pouvons demander davantage : une septième semaine de congés payés en remplacement de tous les jours fériés religieux. C'est plus qu'une demande laïque, c'est une demande sociale.

Une autre anomalie est présente et remet en cause le principe de laïcité et d'indivisibilité : le concordat d'Alsace-Moselle. Dans ce territoire, les prêtres sont rémunérés par l'État et les habitants bénéficient de jours fériés religieux supplémentaires. On comprend aisément son origine : lors de l'adoption de la loi de 1905, ces territoires n'étaient pas en France. Cent vingt ans plus tard, nous devons réfléchir à étendre le même régime de laïcité à l'ensemble du territoire.

L'école privée sous contrat doit aussi être un chemin de réflexion. L'État finance l'enseignement privé alors que l'argent public devrait être systématiquement consacré à l'intérêt général, c'est-à-dire l'intérêt de tous, d'autant plus que l'utilisation de ces subventions publiques par les écoles privées ne sont pas contrôlées. Encore une fois, l'argent public doit être dirigé vers ceux qui en ont besoin et non dans des établissements élitistes mettant à mal le principe social de notre République.

Jean Jaurès le disait : « La République doit être laïque et sociale, mais restera laïque, car elle aura su être sociale ».

La République démocratique

La démocratie est sans doute l'idéal porté le plus fortement depuis la Révolution française, celui qui permet au peuple d'exercer sa souveraineté.

À l'heure où les élections sont bafouées, les pétitions officielles méprisées et les manifestations réprimées, que dire sur l'effectivité de ce principe ?

La classe capitaliste s'approprie de plus

La classe capitaliste s'approprie de plus en plus de choses, concentre les médias et les richesses. Ce capital sert à influencer le pouvoir, reléguant le demos (peuple) derrière l'oligos (peu nombreux).

Le pouvoir se rigidifie, le demos recule et par là, notre démocratie s'abîme.

La République sociale

Le site de l'Élysée énonce que « le caractère social de la République résulte de son attachement à l'égalité ». Pourtant, il est urgent de rappeler que 3,2 millions de Français se disent vivre à minima dans un logement insatisfaisant, selon l'Insee. Parmi eux, 133 000 personnes sont sans-abri. L'accès à une alimentation de qualité est un autre enjeu social majeur. D'après les chiffres du Crédoc en 2022, près d'un Français sur six connaît des problèmes de malnutrition faute de moyens. Sur la santé, les résultats d'un sondage d'Ipsos sont d'une brutalité sans nom : six Français sur dix avaient déjà renoncé à un acte de soin. Comment cela est-il possible dans la septième puissance mondiale ? Au travers de ces exemples, nous peignons à voir en quoi ce principe est effectif, de même que la principale valeur qui le prolonge, l'égalité.

Nous pouvons voir qu'au-delà de la proclamation de ces quelques principes, leur réalisation concrète pose un impératif social. Tout est lié à cette dimension. Soyons donc fiers d'être socialistes, car être socialiste c'est systématiquement s'engager dans le combat social. Nous savons que lorsque le côté social de notre république se fracture, c'est notre République qui sombre dans l'abîme. ■

La remise en cause de l'État de droit par les démocraties illibérales

Julie Riou
Militante jeune socialiste (92)



En octobre 2024, Bruno Retailleau, alors nouveau ministre de l'Intérieur, affirmait que « L'État de droit, ça n'est pas intangible ni sacré. [...] La source de l'État de droit, c'est la démocratie, c'est le peuple souverain. ». Si ces propos s'inscrivent dans un mouvement de remise en cause de la prééminence du droit, ils ne sont toutefois pas totalement erronés.

La démocratie, entendue comme une pensée libérale d'exercice du pouvoir, repose sur un triptyque. D'abord, la démocratie électorale, caractérisée par le principe du « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » qui figure à l'article 2 de la Constitution de 1958. Ensuite, la protection des droits et libertés fondamentaux, qui limitent l'action de l'État. Enfin, la prééminence du droit, qui s'oppose également à l'idée d'un État tout-puissant.

Cette notion de prééminence du droit sur l'État existe depuis l'Antiquité. Platon proclamait ainsi que « là où le droit est soumis à une autre autorité et n'en a aucune en propre, l'effondrement de l'État, à mon avis, n'est pas loin ; mais si le droit est le maître du gouvernement et le gouvernement est son esclave, la situation est très prometteuse ». On la retrouve également chez nos voisins, comme le Royaume-Uni et sa constitution coutumière, ou le Rechtsstaat allemand. En France, enfin, c'est la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 qui la consacre.

La commission européenne pour la démocratie par le droit s'est employée à en esquisser une définition dans son rapport de 2011 sur la prééminence du droit : « la prééminence du droit au sens propre fait partie intégrante de la société démocratique ; elle impose aux décideurs de traiter toute personne de manière digne, égale et rationnelle, dans le respect du droit et en mettant à sa disposition des voies de recours pour contester la légalité d'une décision devant des juridictions indépendantes et impartiales, selon une procédure équitable ».

L'État de droit, tel que conçu en France, désigne donc un État garant des droits fondamentaux. Ce besoin de poser des limites à l'action de l'État et de consacrer une série de droits a été ravivé par les régimes totalitaires et les conflits mondiaux du XXe siècle. Sa diffusion s'est même réalisée au-delà des cercles étatiques. Dans les organisations non-gouvernementales d'abord, à l'instar d'Amnesty International qui milite pour le respect des droits fondamentaux. Dans la communauté internationale ensuite, comme l'illustre la mission principale du Conseil de l'Europe qui vise à promouvoir les droits de l'Homme et l'État de droit sur l'ensemble du continent.

Pourtant, depuis la fin du XIXe siècle, certains États remettent en cause la prééminence du droit. Cette remise en cause passe essentiellement par la contestation de la démocratie représentative, en tant que ses institutions sont la cause de la dilution du pouvoir appartenant à l'origine au peuple.

Se substitue donc une démocratie populiste, dont la rhétorique est fondée sur trois caractéristiques.

D'abord, une méfiance envers les élites que constituent les partis politiques, les intellectuels mais aussi les fonctionnaires. Ensuite, une crainte envers un système caché trahissant les intérêts populaires. Enfin, une dénonciation des entités internationales voulant nuire au peuple.

Nombreux sont les politiques à s'être emparés de cette rhétorique pour arriver démocratiquement au pouvoir. Pensons évidemment à la Hongrie d'Orbán (comme l'illustre le dossier de la revue des droits fondamentaux consacré à la crise de l'État de droit), à la Turquie d'Erdogan ou encore aux Philippines de Duterte. Leur logique conduit souvent à affaiblir les principes libéraux (indépendance et impartialité de la justice, sécurité juridique et interdiction de l'arbitraire, égalité devant la loi), opérant ainsi un glissement vers une démocratie illibérale.

Ces démocraties illibérales ne remettent pas en cause la démocratie, mais s'opposent à une certaine vision de la démocratie. À rebours de ce que l'on pourrait penser, elles respectent les règles de droit.

Mais c'est un respect formel. Car il convient de distinguer la forme, à savoir le support et les règles qui en découlent, de la substance, entendue comme le contenu de ces règles. La forme est certes respectée, car le propre d'un dirigeant populiste est d'adopter un discours conforme aux institutions qui ont permis son élection. Non que les institutions plaisent évidemment, mais elles octroient un brevet de légitimité. La substance, elle, va peu à peu être modifiée et des valeurs traditionnelles et historiques vont être réhabilitées. En ce sens, la reconnaissance des droits et libertés fondamentaux ne disparaît pas, mais leur bénéfice est restreint à certaines catégories d'individus ou d'entités. Par exemple, ces régimes considèrent que les personnes morales (ONG internationales et locales, associations nationales) représentent une menace plus sérieuse que les individus isolés, car elles disposent de ressources, d'une influence collective et d'un pouvoir de mobilisation. En Hongrie, les lois dites « Stop Soros » de 2018 imposent l'enregistrement des ONG recevant des fonds étrangers, et permettent leur dissolution pour « atteinte à la sécurité nationale ».

Ainsi, les propos de Bruno Retailleau exposés en introduction illustrent, inévitablement, la montée en puissance du populisme dans notre démocratie. Face à ce phénomène, l'Union européenne commence à user d'outils juridiques jusque-là restés inutilisés, comme la suspension de versements aux pays concernés, prévue par un règlement de 2020. ■



Retour sur le Conseil National des 6 et 7 décembre 2025

<https://www.lesjeunes-soc.fr/conseil-national-6-7-decembre-2025>

RUBRIQUE INTERNATIONALE

La République tchèque, ou comment la gauche a disparu

Valentin Auger

Militant jeune socialiste (JSE)



Du vendredi 3 au samedi 4, octobre 2025, les Tchèques ont voté pour renouveler leur Assemblée nationale. Les résultats se sont révélés catastrophiques pour la coalition sortante et ont également marqué le retour au pouvoir du milliardaire populiste Andrej Babiš et de son mouvement ANO (Oui). Toutefois, sans majorité absolue, il doit former une coalition avec les deux seuls partis ouverts à une collaboration : le SPD (extrême droite anti-immigration) et les Motoristes, un nouveau parti qui défend les intérêts des automobilistes et promeut une idéologie masculiniste et protofasciste. À la suite de ces élections, la République tchèque va-t-elle changer de cap et tourner le dos à l'Europe pour se rapprocher de ses voisins slovaques et hongrois, voire de la Russie ?

Itinéraire d'une défaite

Andrej Babiš est un homme d'affaires aguerri, à la tête d'Agrofert, un géant agricole, premier bénéficiaire de la PAC à l'échelle européenne. Avec son mouvement ANO, il dirige le gouvernement de 2017 à 2021. D'abord en coalition avec les sociaux-démocrates, il gouverne ensuite seul. Lors des élections d'octobre 2021, il est démis de ses fonctions. Son parti arrive toutefois en deuxième position (27,1 %), juste derrière la coalition de droite SPOLU (Ensemble) à 27,8 %. La défaite d'Andrej Babiš est médiatiquement attribuée à la mobilisation des forces démocratiques visant à mettre en lumière la corruption omniprésente dans la gestion du pays. Cependant, une explication de plus en plus mise en avant tient surtout à la gestion catastrophique du Covid par le gouvernement Babiš, alors que la République tchèque a enregistré le taux de mortalité par habitant le plus élevé du monde lors de la pandémie.

SPOLU, n'étant pas en capacité de gouverner le pays avec un tiers de l'Assemblée, se tourne alors vers une autre coalition, celle des Pirates et de STAN (16 %), d'avantage progressistes. Le gouvernement démarre donc son travail à cinq partis, ce qui ne favorise ni une politique limpide ni une ligne cohérente. Il se retrouve rapidement face à des comptes publics extrêmement dégradés par la crise du Covid, mais aussi par des dépenses populistes non compensées du gouvernement précédent. En février 2022 débute l'attaque russe contre l'Ukraine.

La guerre entraîne une forte hausse des prix de l'énergie ainsi que le taux d'inflation le plus élevé d'Europe. À cela s'ajoute l'arrivée massive de réfugiés ukrainiens — la République tchèque étant le pays qui en a accueilli le plus au regard de la taille de sa population. Tous ces éléments nourrissent les oppositions, d'autant que la réponse apportée par le gouvernement se traduit par une cure d'austérité réduisant l'action publique ainsi que le pouvoir d'achat des citoyens. Les scandales et la corruption endémique révélés à la veille des élections n'ont laissé que peu de doutes quant aux résultats, les sondages annonçant tous le grand retour d'A. Babiš. Même au sein du camp « démocrate », peu étaient convaincus par leurs gouvernants.

Quid de la gauche ?

Au Parlement tchèque, la gauche n'est aucunement représentée. D'aucuns affirment que si la gauche n'existe pas en Tchéquie, c'est à cause du traumatisme de la dictature communiste, renversée en 1989. Cette affirmation, très répandue et qui apparaît de prime abord convaincante, semble pourtant déconcertante. La gauche existe dans d'autres pays post-communistes, pourquoi la République tchèque ferait-elle exception ? De plus, c'est avoir la mémoire courte. Dix ans auparavant, le gouvernement était sous l'égide des sociaux-démocrates (ČSSD).

Malgré ces attaques extérieures, il convient de regarder la réalité en face : les partis de gauche ne sont pas à la hauteur.

Dans un premier temps, le principal parti de gauche, le Parti communiste (KSČM), est l'un des seuls partis communistes d'Europe à ne pas avoir été réformé après 1989. Dès lors, il est devenu un parti de nostalgiques du régime communiste et un relais direct de la politique de déstabilisation de Moscou. Le parti s'est d'ailleurs renommé à l'occasion des élections européennes de 2024, pour s'appeler « Stačilo! » (Ça suffit !), achevant sa transformation en parti antisystème.

Quant au ČSSD, son cas est tout aussi calamiteux. Après avoir été en partie absorbé par ANO et décrédibilisé par des affaires de corruption, il disparaît du Parlement en 2021. Malgré une réforme récente du parti qui laissait entrevoir quelques espoirs avec une direction plus jeune, les SocDem renommés, face à des sondages bas, font liste commune avec les communistes. Cette alliance de dernière minute est huée par l'ensemble de la scène politique. Toutefois, leur liste commune ne dépasse pas le seuil des 5 % nécessaire pour entrer à l'Assemblée, et aucun de ces deux partis n'en retrouve les bancs.

Dès lors, la seule option viable pour les électeurs aux sensibilités de gauche se trouve chez les Pirates. Siégeant aux côtés des écologistes au Parlement européen, les Pirates tchèques sont néanmoins plus libéraux et moins radicaux que leurs voisins allemands. Cet aspect laisse de nombreux électeurs perplexes, parfois frustrés de ne pouvoir voter pour un parti qui leur correspondrait davantage.

De l'espoir

Alors, quel futur peut-il être envisagé ? Nombreux sont les citoyens pessimistes quant à l'avenir. Les crises (logement, guerre, climat, etc.) s'accumulent, les inégalités structurelles se renforcent, la corruption ne semble pas reculer. La lassitude s'installe. Cependant, des voix au sein de la jeunesse s'élèvent, réclamant de véritables actions, du changement et des convictions. L'électorat pirate bénéficie de ce mouvement, mais se retrouve par la même occasion sous les critiques de cette jeunesse qui estime qu'il n'en fait pas assez.

Les prochaines années s'annoncent compliquées pour la Tchéquie. Certains espèrent que le gouvernement sera au mieux incompétent, craignant la menace réelle qui plane sur la démocratie. Car, comme en tout temps et en tout lieu, une fois que l'extrême droite arrive au pouvoir, elle ne le lâche plus si facilement. Le cas de la République tchèque nous rappelle que nous ne devons jamais baisser ni notre garde ni notre tête. Qu'il s'agisse de combattre l'extrême droite ou de réclamer à nos représentants de faire mieux, il nous incombe de poursuivre le travail. ■

Chronique d'une campagne éclair

Titem Boudefoua

Animatrice fédérale du Tarn-et-Garonne



Samuel Ouahab

Secrétaire général du Tarn-et-Garonne



Début juillet 2025, la nouvelle tombe : en raison de manquements d'une particulière gravité aux règles de financement des campagnes électorales, le Conseil constitutionnel déclare Brigitte Barèges inéligible et démissionnaire d'office de son siège de député. La maire de Montauban pendant plus de vingt ans, notoirement connue pour ses multiples sorties racistes, était (re)devenue députée en 2024, après son ralliement à l'Union des droites (UDR) d'Éric Ciotti avec le soutien du Rassemblement national (RN).

Si, à l'échelle nationale, trois circonscriptions sont concernées par ce retour aux urnes anticipé, celle du Tarn-et-Garonne revêt une dimension particulière. Depuis 2020, le département est marqué par une vague brune, avec notamment l'élection à Moissac d'un maire d'extrême droite identitaire. Quatre ans plus tard, lors des législatives anticipées, Valérie Rabault, dernière parlementaire de gauche du département, est battue par une alliance entre la droite et l'extrême droite.

Durant tout l'été, notre candidate Cathie Bourdoncle, enfant du pays devenue en 2021 vice-présidente du conseil départemental, déjà en charge de l'attractivité territoriale, de la ruralité et du numérique depuis dix ans, accompagnée de son suppléant Gérard Crais, maire de la commune rurale d'Auty, sillonnent l'ensemble de la circonscription, du cœur montalbanais aux côtes du Quercy et du Rouergue. La méthode est claire : faire vivre l'alternative socialiste dans les lieux et les temps forts de la vie estivale, dans nos ruralités comme à Montauban, et nous positionner au cœur des grands enjeux qui animent ces territoires.

La présence active de Cathie et Gérard au sein des nombreuses animations locales qui rythment l'été a permis de renouer le dialogue entre la gauche et les habitants sur des sujets centraux de la vie rurale, comme l'agriculture et la loi Duplomb lors des différents comices, mais aussi la culture, lors de festivals comme celui des châteaux de Bruniquel, qui rappellent que nos villages sont porteurs d'une histoire et d'un patrimoine vivants, qu'il faut valoriser et transmettre. Parcourir ces territoires, c'est faire le constat d'une urgence : celle de défendre les 25 000 habitants privés de médecin traitant ou de logement digne. Renouer le lien entre la gauche et les ruralités, c'est

précisément agir là où les besoins sont les plus forts.

La fédération des Jeunes socialistes du Tarn-et-Garonne, que nous étions en train de reconstruire, s'est investie dès le départ auprès de Cathie. La candidate, qui défendait notamment l'augmentation du nombre de logements étudiants à Montauban, a placé les jeunes au cœur de son discours. Notre présence remarquée, souvent accompagnée des jeunes socialistes de la Haute-Garonne et de l'Hérault, a permis à la population de considérer ces élections d'un nouvel œil, elle qui trop souvent nous a confié être désabusée face à la situation politique du pays.

Face à nous, la droite s'enlise dans la division. Brigitte Barèges lance son ancien suppléant avec l'étiquette UDR, le soutien du RN et une suppléante Les Républicains (LR), actuelle maire de Montauban. Cette alliance fragile ne tient pas et conduit à l'émergence de deux dissidences, l'une LR, et l'autre RN. À gauche, une autre candidature met en péril notre qualification. Malgré cela, nous arrivons en tête des candidats de gauche au premier tour (24,30%) et affrontons le candidat barégiste (29,25%) au second.

Au cours des derniers jours de campagne, l'élection locale prend une ampleur nationale. Alors que la démission de Sébastien Lecornu fait planer la menace d'une dissolution, Bruno Retailleau, qui était venu à la veille du second tour apporter son soutien au candidat dissident LR, affirme alors que « *pas une voix ne doit aller à la gauche* », et choisit par ces mots de mettre aux oubliettes ce qu'il pouvait rester de l'arc républicain. Cette déclaration marque un tournant majeur dans la campagne, comme dans la dynamique politique nationale, et aura certainement de lourdes conséquences dans les élections à venir.

Au terme de ce second tour, malgré une campagne portée par la ferveur de nombreux militants, nous n'obtenons pas la première place, avec néanmoins un score plus qu'honorable de 47,94%. De cette campagne, nous retenons trois enseignements. D'abord, ce résultat confirme la solidité du projet socialiste sur le territoire et au sein de la gauche, faisant de nous la principale force face à l'extrême droite. Pour autant, la perspective d'une gauche unie demeure essentielle : un dialogue local, constructif, avec le Parti communiste et les Écologistes devra permettre d'assurer la victoire lors des prochaines échéances. Ensuite, il nous faut renouer le lien entre la gauche et les territoires ruraux. Cela passe par la reconstruction d'un tissu associatif et syndical vivant, et par l'élaboration de projets politiques répondant aux réalités des ruralités : lutte pour l'accès aux soins, contre la précarité des foyers ruraux, pour l'égalité d'accès à la culture, aux services et à l'enseignement pour les jeunes rurales. Enfin, l'engagement des Jeunes socialistes a constitué un levier déterminant. Leur présence a dynamisé la campagne, dépassant parfois les querelles anciennes, renforçant notre visibilité auprès des jeunes publics et apportant des idées neuves. Elle a aussi projeté sur le terrain une image d'avenir et de confiance, indispensable là où la politique est souvent perçue avec désillusion.

Dès lors, le plus grand enseignement que nous retirons de cette campagne en tant que jeunes socialistes est le suivant : nous ferons encore mieux la prochaine fois, et, notre conviction nous en persuade, ce sera la bonne. Nous pouvons désormais le dire : les Jeunes socialistes du Tarn-et-Garonne ne sont plus en reconstruction. Nos actions l'ont montré, nous existons bel et bien, et les campagnes municipales à venir sont porteuses d'espoir pour la gauche, chez nous comme dans l'ensemble des territoires ruraux, qui doivent être le lieu de toutes nos batailles. ■



Cherbourg-en-Cotentin : fer de lance du socialisme municipal

Evan Bremond

Animateur fédéral de la Manche



Alors que la politique nationale semble perdre en concret, que les idéologies se dissipent, la population continue d'attendre des actions concrètes sur son quotidien. C'est là que le socialisme municipal retrouve une évidence toute particulière. C'est la politique la plus proche des Français : l'école, la vie associative, nos trajets, nos temps en famille, bref, notre vie quotidienne.

Cherbourg-en-Cotentin, ville au nord de la Manche, est encadrée par la Hague, territoire industriel marqué par le nucléaire, et par le Val de Saire agricole. Nous comptons deux élus nationaux socialistes : Anna Pic, députée de la IVe circonscription de la Manche, la seule reportée par le NFP, et notre sénateur Sébastien Fagnen. C'est une ville où la

gauche municipale a prouvé que le socialisme n'est pas qu'une idée nationale, mais qu'il se construit sur le terrain, au coin de la rue, sur le marché, dans la proximité. Je t'arrête tout de suite, camarade, si tu penses que le socialisme municipal est une politique d'un autre temps, car il est en réalité des plus actuels, une démonstration forte de la puissance publique locale, qui écoute, qui agit, qui permet de changer la vie de ses habitants.

Cherbourg-en-Cotentin est marqué par le socialisme depuis 1908 avec l'élection du premier maire socialiste de la Manche, Hippolyte Mars. Cela fait près d'un siècle que le socialisme forge notre territoire et fait de notre commune un laboratoire du progrès. La municipalité actuelle s'inscrit dans cette lignée, affirmant l'action de la ville en faveur de la solidarité et de l'émancipation.

Comment faire du socialisme municipal ? Soutenir une restauration scolaire à faible coût pour les usagers, faciliter la mobilité pour les jeunes et plus précaires à travers la modernisation du réseau de bus avec un ticket à 1€, des vélos en libre-service à faible coût qui ne supposent pas d'avoir 400€ sur son compte en banque, investir dans la rénovation des logements sociaux. En résumé : une politique du quotidien, tournée vers la dignité.

Le socialisme municipal, c'est aussi assurer un accès à la culture pour toutes et tous. Cherbourg-en-Cotentin est de nouveau un exemple. La ville soutient massivement les associations et leur met gracieusement des locaux à disposition, et soutient des festivals et des initiatives locales. Ce sont également des lieux d'expositions, des médiathèques, des bibliothèques et des artothèques, qui illustrent la volonté de faire de la culture un bien commun.

La force de la gauche locale, c'est le dialogue entre générations. Ici, l'ensemble des militants, des aînés aux plus jeunes, en passant par les élus anciens et actuels, tous possèdent une expérience riche et sont les témoins des combats qui ont été menés. Travailler à leurs côtés, c'est échanger nos idées, nos manières d'apprendre et d'envisager l'avenir conjointement. Il est essentiel que cette transmission se fasse dans les deux sens. Nous, Jeunes Socialistes, nous apportons des idées novatrices, une impatience démocratique, une envie de faire autrement. C'est dans cette rencontre que le socialisme municipal poursuit sa lutte.

Pour notre génération, la commune est le lieu où la politique retrouve du sens, c'est là qu'on mesure l'impact d'une décision sur la vie quotidienne. À Cherbourg-en-Cotentin, c'est un centre-ville entier qui a été rénové, des écoles rénovées avec la végétalisation des cours et des bâtis, un service de restauration municipale et durable. Ici, la théorie est mise en pratique.

Notre engagement local n'est pas qu'un apprentissage militant. Nous le voulons sincère et réaliste. Nous faisons vivre nos valeurs sur le terrain, avec énergie et conviction. Nous avons terminé l'écriture du Livret Blanc de la Jeunesse de Cherbourg-en-Cotentin où nous avons pu détailler nos attentes, nos projets, nos idées sur des grandes thématiques tels que l'écologie, l'éducation, l'accès à la

culture, le féminisme, la pérennisation de nos services en régie ou encore le logement. Ce livret sera remis à notre tête de liste socialiste pour les municipales.

Ce travail collectif des militants a permis de construire des propositions concrètes qui amélioreront la vie quotidienne de la jeunesse. Sur le terrain, nous multiplions les actions militantes : tractages sur le marché, sorties des lycées, collages d'affiches, boîtages, réunions publiques, interventions d'acteurs associatifs, etc. Nous souhaitons aller vers l'autre et non pas laisser les gens venir vers nous.

Mais tu le sais, camarade, notre engagement passe aussi par la convivialité. Les apéros-débats et les temps de partage sont au cœur de notre dynamique. Ils nous permettent d'échanger librement, d'apprendre les uns des autres et de renforcer les liens qui nous unissent. Car nous sommes avant tout une grande famille, unie par cette même envie : changer le monde, ici à Cherbourg-en-Cotentin, pas à pas, ensemble.

Pour conclure cette lettre camarade, je vais te définir ce que représente, pour moi, le socialisme municipal. Ce n'est pas un dogme : c'est une méthode, une éthique, une façon d'agir.

À Cherbourg-en-Cotentin cela s'incarne dans les gestes du quotidien : un service public accessible, un accès à la culture facile, un dialogue constant avec sa population. Pour nous, Jeunes Socialistes, il doit être acteur d'éducation populaire, prêter nos idées à débat et à la confrontation, innover, poursuivre le travail déjà commencé, préparer nos futurs élus locaux dans nos petits villages comme nos grandes villes. C'est changer la vie, ici et maintenant sans attendre qu'une élite décide à notre place.

Alors, camarade, fais de nos communes les visages vivants d'un socialisme municipal audacieux, humain et enraciné. Travaillons pour que partout en France, nos concitoyens reconnaissent dans le poing et la rose le symbole d'une politique lucide, fraternelle et tournée vers l'avenir. ■



Militer en Aveyron

Coline Laumont-Baullet
Militante jeune socialiste (12)

Filles de Cécile, elle-même fille et petite-fille de militants, fille de Michel, militant et élu, fils de Philippe, militant et syndicaliste, amie de Coline, militante depuis des années... Le militantisme en milieu rural a quelque chose de familial. C'est d'abord ces liens qui nous ont permis de nous tourner vers le socialisme. Chacune et chacun dans nos cercles familiaux, nos valeurs, idées, envies de combats ont bourgeonné, mais malheureusement avec un sentiment de solitude, d'isolement, le sentiment de ne pas avoir de moyens d'action. En milieu rural, nous sommes isolés. En France, dans les grandes villes, lorsqu'un mouvement d'opposition est lancé, il y a la possibilité de se rassembler dans des lieux identifiés. Ces derniers permettent les rencontres, la naissance de mouvements. En milieu rural, nous n'avons pas d'espaces permettant cette visibilité, ces rencontres. Il est difficile d'exposer nos idées au grand jour. Bien souvent, nous partons pour nos études, et il devient plus facile de militer dans les grandes villes, là où les mouvements existent déjà. Le campus de Blois a permis de nous rassembler et à ces cercles familiaux de se croiser. Tout d'un coup, nous n'étions plus seuls, mais nous étions plusieurs à partager les mêmes valeurs. L'idée de relancer une fédération, née au cours de discussions familiales, a ainsi pu prendre racine.

Militer à la campagne expose davantage. Chez nous, c'est d'autant plus complexe que ce n'est pas une terre de gauche. Il est impensable de prendre la moindre position sans être classé chez les « gauchissasses ». Il est plutôt de bon ton en Aveyron d'être sans étiquette politique, voire même de rejeter fermement tout

parti, et surtout ceux de gauche. Pire, les idées qui trouvent leur place sont souvent extrêmes, provocantes et nourries par la colère de ceux qui ont un sentiment d'injustice grandissant. Nous souhaitons offrir d'autres alternatives que la colère et les fake news aux jeunes des ruralités. C'est dans cette optique que nous avons organisé notre premier événement, ouvert à toutes et tous.

Ce café-débat a été organisé autour des thématiques qui nous ont animés en réunion : la jeunesse face aux enjeux actuels. Nous nous questionnons en effet tous et toutes sur notre avenir. Quelle sera la place des jeunes ? Comment lutter contre les discours haineux que nous entendons tous et toutes dans nos cercles sociaux, pourtant très différents ? Nous souhaitons à la fois offrir cet espace d'échanges à tous ceux qui se posaient les mêmes questions, mais aussi avoir des réponses.

C'est donc tout naturellement que nous avons choisi d'inviter Rémi, afin d'enrichir les débats de son expérience. Nous le remercions à nouveau pour la richesse et la qualité de ses interventions. Elles vont nourrir nos futurs débats et nous ont ouvert des perspectives d'actions.



Cet évènement a aussi été l'occasion de nous présenter à l'ensemble des militantes et militants de l'Aveyron, qui ont pour certains fait plusieurs heures de route pour venir. Ces heures de route sont justement le reflet d'une des difficultés à laquelle nous sommes confrontés : l'éloignement.

Nous avons également pu rencontrer de nombreux militants. D'anciens jeunes socialistes sont venus partager l'expérience de leurs actions dans les années 2000, dont nous nous inspirerons. Nous avons eu la chance d'avoir le retour d'expérience de Clément, aujourd'hui conseiller régional, qui a pu poursuivre ses combats de jeune à une plus grande échelle. Le CPE d'un lycée agricole nous a fait part des problématiques qu'il rencontre avec la jeunesse rurale : masculinisme, rejet des minorités, partage massif de fake news, désintérêt pour la politique. Ce sont justement ces jeunes que nous devrions mieux informer et à qui nous devrions nous adresser en priorité. Cet évènement a renforcé notre volonté de nous rendre visibles, accessibles et nous a donné de nombreuses pistes. Nous réitérerons l'expérience du café-débat, car il permet à tous et toutes d'avoir la parole et de donner sa vision des problématiques abordées. Nous remercions encore ceux et celles qui sont venus.

Quelles valeurs nous rassemblent, comment allons-nous les défendre ?

- D'abord, le féminisme et la lutte contre le masculinisme, un sujet auquel toutes et tous les jeunes socialistes ont été confrontés. Difficultés d'accès à la parole, peu de crédit accordé aux idées des femmes : nous comptons changer les choses au sein de notre fédération.
- Ensuite, la lutte contre l'extrême droite, toujours plus forte en milieu rural, où le rejet du Parti socialiste est également fort.
- Nous porterons aussi la lutte contre la désinformation : les jeunes de notre âge ne prennent plus le temps de s'informer et d'avoir un esprit critique.
- Enfin, accroître la place des jeunes à l'aube des municipales.

Les gens autour de nous, peu importe le milieu social, ont le sentiment que la politique est nébuleuse, corrompue, que ce sont « tous des pourris ». Nous souhaitons organiser des actions afin d'échanger avec les jeunes, redéfinir la politique ensemble, leur montrer qu'il est possible d'agir, même à petite échelle. Nous avons la chance immense d'être accompagnés par les militants du PS depuis le début et avec une grande bienveillance. Merci à Bertrand, Cécile, Matthieu, Luc, Jean-Luc, Nicole, Pierre, Daniel, Danièle !

Militer en milieu rural est une question épineuse : territoire de droite, difficultés de transports, éloignement entre chaque ville, hétérogénéité des milieux sociaux, montée des extrêmes. Nous sommes d'ailleurs tous très différents au sein des jeunes socialistes. Mais nous avons aussi fait de nos différences une force et nous sommes ravis de débiter cette aventure politique ensemble. Nous nourissons l'espoir de voir des champs de jeunes roses dans les années à venir ! ■

Rédigé avec la participation d'Inès Laumont, Fanny Fayret, Aymard Cauffet et Juliette Durand, militants d'Aveyron.



LES JEUNES SOCIALISTES EN IMAGES

Blois 2025 - #CampusJS



La campagne de rentrée



L'ACTU DES JEUNES SOCIALISTES

LIVRE BLANC DES MUNICIPALES

À l'occasion des municipales 2026, des camarades de toute la France ont rédigé un livre blanc des Jeunes socialistes. Accès aux services publics, lutte contre les inégalités et les discriminations, bifurcation écologique : ce livre blanc rassemble des propositions concrètes pour vivre mieux et faire gagner la gauche dans nos villes en mars.

Retrouve le livre blanc sur notre site : www.lesjeunes-soc.fr.

Bonne campagne avec les Jeunes socialistes !

Maylis Quivy
Secrétaire générale des
Jeunes socialistes (13)

ACTUALITÉ INTERNATIONALE DES JEUNES SOCIALISTES

17-20 juillet : congrès des Jeunes socialistes européens (YES) à Massy
Élection de João Martins Pereira (France) comme président et Irja Vaateri (Finlande) comme secrétaire générale.

23-26 octobre : réunion du comité méditerranéen de l'union internationale des jeunesses socialistes (IUSY) à Lisbonne

Le comité demandait aux organisations présentes de donner leur position sur l'occupation et la militarisation. Nous y avons réaffirmé notre soutien au droit à l'autodétermination des peuples et notre opposition à l'enrôlement des jeunes, prôné par l'extrême droite. Pour nous, les opérations militaires doivent se limiter au maintien de la paix, aux opérations humanitaires et au soutien à un Etat sur son territoire. L'emploi de la force à d'autres fins doit être prohibé.

À venir

- 12-14, décembre : réunion de bureau des Jeunes socialistes européens à Bruxelles.
- Début 2026 : réunion du comité européen de la IUSY
- 26-29 mars 2026 : congrès de la IUSY à Istanbul

Morgan Bougeard
Secrétaire national à
l'international (75)

LANCEMENT DE L'ACADÉMIE DES JEUNES SOCIALISTES

Le mouvement des Jeunes socialistes lance l'Académie, un espace de formation et de réflexion destiné à celles et ceux qui veulent approfondir leurs connaissances théoriques et renforcer leurs compétences militantes.

Vous avez été nombreuses et nombreux à candidater pour notre plus grand bonheur ! La sélection en cours veillera à ce que la promotion reflète la diversité de notre organisation, dans les territoires comme dans les parcours. Les candidates et candidats seront prochainement contactés pour un échange individuel.

Le lancement officiel est prévu pour janvier 2026.

 **Au programme ?**

Une formation théorique et pratique avec des intervenants de prestige (historiens, sociologues, économistes, stratèges électoraux,...) parmi lesquels les historiens Gilles Candar, Jean-Numa Ducange et Marion Fontaine.

 **Le format ?**

Un fonctionnement par promotions successives comptant vingt-cinq jeunes socialistes (deux cycles par an). Chaque promotion sera diverse territorialement, mais reflétera aussi la diversité des parcours de vie.

Joachim Taïeb
Secrétaire national à l'académie
des Jeunes socialistes (25)

RETROUVE LES NUMÉROS DE L'ÉPINEUSE
ET L'ACTUALITÉ DES JEUNES SOCIALISTES
SUR : WWW.LESJEUNES-SOC.FR



SUIS-NOUS SUR LES RÉSEAUX
SOCIAUX : @LESJEUNESSOC

LES
**Jeunes
socialistes**

LES JEUNES SOCIALISTES AGISSENT POUR AMENDER LE BUDGET 2026

Militer, c'est aussi agir au sein de nos institutions par le biais des élus socialistes pour porter nos revendications. En ce moment, le Parlement débat du projet de budget pour 2026. À cette occasion, les Jeunes socialistes ont rédigé plusieurs amendements, que les députés socialistes ont relayés lors des débats parlementaires.

- Une hausse des aides au logement : une revalorisation moyenne de 20% pour l'ensemble des étudiants éligibles, et de 30% pour les boursiers. Concrètement, cela signifie une hausse de 150 euros par mois pour les boursiers des échelons les plus élevés.
- Le maintien des aides au logement pour les étudiants internationaux, alors que le Gouvernement souhaite les supprimer à partir de l'année prochaine.
- La création d'un complément solidarité logement étudiant : un complément de 100 euros par mois pour les boursiers des échelons 4 à 7.

GUIDE DE RIPOSTE POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Que répondre à votre oncle relou qui pense que « la taxe Zucman va faire fuir les plus riches et ruiner l'économie », ou que « la suspension de la réforme des retraites, c'est un désastre pour les finances publiques » ?

L'équipe de veille et riposte des Jeunes socialistes prépare un petit guide de riposte pour vous préparer à affronter les fêtes de fin d'année et les grands débats à table. De l'immigration à l'écologie en passant par l'Europe, il présentera notre position et vous donnera quelques arguments pour la défendre.

Disponible prochainement !

Lisa Louanchi
Secrétaire nationale à la
veille et à la riposte (35)

LA PAROLE EST À VOUS !

Dans le cadre du secrétariat national au projet républicain, nous lançons un questionnaire ouvert à toutes et tous pour que vous puissiez nous dire quels doivent être nos axes de travail. Pas de « bonne » ou de « mauvaise » réponse, juste vos idées et vos attentes.

À vous de nous dire sur quelles bases relever la République !

Raphaël Benharous
Secrétaire national au
projet républicain (93)



Épineuse numéro 6 - Crédits :

Directeur de publication - Théophile Bernard

Logo - Louis Daumal

Couverture - Lola Delcour

Maquettage et mise en page - Elias H'Limi

Relecture - Valentin Auger, Paul Carden, Ronan Farnos, Asmaa Merini